

PROSPER

19

ÉCOLOGIE / DISTRIBUTIVISME / USAGES

Pour la maîtrise de leurs usages par les usagers

Tous comptes faits et refaits

si le libéralisme est juste

**la planète
est fausse**

- ☐ Décroissance : méprise sur l'objectif.
- ☐ La croissance par la décroissance
ou le capitalisme vert
- ☐ « Grenelle de l'environnement »
ou comment réduire les têtes écolos
- ☐ « Maîtrise des usages » : attention !
- ☐ Anti-utilitarisme spontané, théorique et militant
- ☐ **PROSPER** fait son marché, suite...

*Ce cahier a été rédigé au cours de l'été 2007
durant lequel les médias ont confirmé
la reconversion du capitalisme en capitalisme « vert »¹.*

*Le texte² d'une intervention faite à Royère en Vassivière
dans le cadre d'une réunion des **Objecteurs de Croissance**.
revient sur la sortie possible de la double impasse
dans laquelle les post-écologistes sont bloqués.
Il reprend et développe notre engagement,
en faveur d'une économie qui ne soit plus fondée
sur la croissance des profits monétaires,
et de l'urgence, si on veut sauver la planète,
d'y intéresser l'ensemble de ses usagers
et non plus le seul public « conscientisé ».*

*La discussion en cours au sein du MAUSS³
(**Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales**)
pour savoir s'il y avait une réponse « maussienne »
spécifique à l'alternative croissance/décroissance
perce dans « **PROSPER** fait son marché », 4 et 5.
Cette discussion nous a semblé en effet en mesure d'approfondir
les bases mêmes de ce sympathique mouvement.
Le projet de faire la décroissance est nul et non avenue
s'il ne s'accompagne de la maîtrise des usages
et des utilités qu'ils déterminent.
Mais cette maîtrise ?
Laquelle et comment ?
Une économie liée à l'obligation de faire des profits monétaires
ne rend-elle pas dérisoire toute tentative de maîtriser des « utilités »
dont l'utilité principale
est de profiter à la redistribution des profits monétaires ?
L'indécision « maussienne » à l'endroit d'« utilités »
aussi graves que celle du Marché,
nous a conduit à réinterpréter le concept même d'anti-utilitarisme
en montrant que la résistance aux « utilités » n'est l'apanage de personne
et que « l'anti-utilitarisme » pourrait bien mener le monde....
La protestation « maussienne » contre le modèle standard « utilitariste »
peut dès lors se prolonger en promotion d'une société
ouverte à l'expérimentation permanente,
où l'attitude critique envers « l'utile »
serait soutenue par un modèle économique et politique en rapport.*

¹ Cf. **Le Monde Diplomatique**, *Les cinq mythes de la transition vers les agrocarburants* (Eric Holtz-Giménez, Août 2007)

² Il figure au début du cahier, p. 6.

³ « **Le MAUSS a pour ambition de s'opposer à un utilitarisme généralisé qui expliquerait l'ensemble des actions humaines par la recherche de l'intérêt individuel. Sans tomber dans l'excès inverse - qui privilégierait la gratuité - le MAUSS s'efforce de penser le caractère originel de l'obligation de « donner, recevoir, et rendre » qui n'est pas réservé aux sociétés archaïques et s'étend aux sociétés contemporaines** » (*Revue semestrielle du MAUSS n° 29, 2007, p. 109*).

J.-Paul Lambert a publié dans la revue plusieurs articles où le sujet traité (religion, éducation...) était mis en rapport avec les options « distributistes ». C'est dans l'ancienne formule qu'a été imprimé pour la première fois le mot **usologie** (*Pensez usages, plaidoyer pour l'usologie, n°14, 1991- référencé par erreur à J.-Pierre L.*).

Entre accord et refus



Quiconque tente d'introduire une idée nouvelle se heurte à deux murs. Celui de l'accord et celui du refus⁴. *Ah oui, c'est bien, vrai ce que vous dites, si tout le monde pensait comme vous, si on pouvait...! Mais - soyons réalistes : il faut faire avec le Marché..., la concurrence..., les banquiers... Vous croyez que les maîtres du monde se laisseront déposséder comme ça ? Sans compter que votre truc ne tient pas compte de la nature humaine !*

Dans un tout autre contexte - l'existence du bloc soviétique était alors un souci plus important que le réchauffement planétaire - et plaidant pour une tout autre cause Jean-Paul Jouary et Arnaud Spire décrivent la double impasse.⁵

Des chansons, des écrits, des comportements collectifs traduisent peu à peu le nouvel état d'esprit ; révoltes et mécontentements multiformes donnent des coups de boutoir aux institutions régnantes... Des utopies prolifèrent alors, jusqu'au cœur des idéologies et croyances qui gardent le plus sûrement les traditions conservatrices.

Jamais le mot « anticapitalisme » n'a été aussi souvent prononcé⁶. On dénonce à tout va les abus du Marché. Après quoi on utopise ingénument sans quitter le navire (le fauteuil). Ex. : étêter les revenus des excessivement riches (puisque *des riches* il en faut), amortir les risques du chômage et des délocalisations par un revenu minimum d'existence pour tous, notez bien, financé par la redistribution des profits monétaires (puisque *des profits* il en faut)... Il en faut pourquoi ? - *Oh...??*

C'est toujours au fond des comportements populaires que frissonnent d'abord les prémices des révolutions à venir ; et c'est toujours au cœur de ces frissons que s'enracinent les tentatives théoriques d'en esquisser les contenus. Leur philosophie s'écrit dans la rue, mais sans souci de rigueur et de cohérence globale. C'est pourtant bien dans la rue que prend forme la philosophie critique de l'état de choses existant, comme la théorie constructive de l'état de chose auquel un peuple aspire confusément.

Observez la prolifération des formes de résistance au modèle standard, les niches de survie et d'entraide qui se créent en marge : des *récupérations aux monnaies parallèles*, qui impliquent tout un ensemble de « dons » et réciprocités, en passant par les courses éperdues au moment des soldes. Observez, sous la fascination qu'elles exercent, la désaffection croissante à l'égard du spectacle télé ou politique...

⁴ Terme employé lorsqu'un cheval « cale » devant un obstacle. « Doute » est trop faible.

⁵ *Penser les révolutions*, Messidor/Editions sociales, 1989

⁶ A noter que fin Août 2007 Olivier Besancenot employa « altercapitalisme » et non plus « anticapitalisme », montrant ainsi qu'il était prêt à entrer dans une gauche « de gouvernement »...

Le mouvement du monde est porteur d'idées, même si les acteurs de ce processus n'accèdent que difficilement et contradictoirement aux idées qu'ils font naître dans les pratiques sociales.

Il y a plus d'« idées » changeuses dans le quotidien qu'il n'y en aura jamais dans la tête d'un penseur ! Ce qui devrait les rendre modestes, mais pas au point de désespérer :

C'est pourquoi jamais les théoriciens ne feront l'histoire, même si la mise en cohérence théorique des idées dont le monde est porteur devient, à un moment donné, condition décisive d'une révolution sociale. Les masses qui font l'Histoire n'accèdent pas pour autant de façon spontanée à leur pensée devenue monde. C'est pourquoi la réalisation des desseins populaires a besoin de théoriciens.

Plus une société structure ses institutions politiques
et médiatise ses légitimations idéologiques,
plus la pensée de chacun tend à s'inscrire dans ces modèles,
moins elle risque d'en envisager d'autres.

Une fois isolés les obstacles au mouvement social [ex. : l'obligation de croissance des profits monétaires], une fois définies par la pensée les transformations structurelles pour les lever, une fois conçu le type de formation sociale objectivement souhaitable [lisez PROSPER !], comment convaincre de rassembler la majorité d'un peuple dont l'horizon est massivement limité sous le poids de la logique qui structure son expérience quotidienne ? On ne peut rassembler sans commencer, d'une manière ou d'une autre, à convaincre, et on ne peut convaincre sans s'appuyer sur une quelconque expérience.

C'est ce que j'essaie pourtant de montrer, car ce qui se fait déjà en matière de « niches » préfigure l'avenir et pourrait se faire en grand, naturellement, et non plus sous la forme d'humiliantes petites ruses ? Mais avec mes niches et mes ruses je gâche tout. Et humiliantes ? Pourquoi ? Niquer le système, on se marre !

Pour rassembler les gens autour du projet de construire une nouvelle société, il faudrait que ces gens aient précisément la conscience et l'éthique dont l'acquisition ne peut se répandre que dans la société à venir. Platon ou Rousseau avaient déjà perçu cette contradiction.

Merci Platon, merci Rousseau, mais vous citer ne nous avance pas. Surtout si on ajoute que ***le mouvement même des sociétés rend à la fois plus difficile et plus urgente la constitution d'un rassemblement majoritaire des citoyens pour révolutionner la logique de développement de leur formation sociale.*** Car si c'est « ainsi », qu'est-ce qu'on fait ? Par où est-ce qu'on urge - ou au contraire attend ?

Par la constitution de majorités, semblent suggérer nos deux auteurs, dans le droit fil d'une « démocratie » qui se prouve d'une manière toute mécanique par le nombre de voix qui se portent sur un candidat et son parti. Les difficultés et urgences que relèvent Jouary et Spire s'inscrivent donc, *elles aussi,* dans « les modèles généraux qui façonnent la logique de la société ».

Tu iras à la piscine quand tu sauras nager... Tu pourras changer de société quand tu en auras fait une autre. Tu constitueras une majorité quand il y en aura une de prête. Tu ne seras pas nageur ou majeur avant, c'est bien clair. A moins qu'une catastrophe...

- Hé ! Quand il n'y aura plus de pétrole... ? Qu'est-ce que vous en dites ?

Et de la catastrophe de la reconversion du capitalisme en capitalisme vert, largement entamée ? Quelle pédagogie vous tirez ?

Nous avons prêché la dépollution... On nous la sert à la pompe ! Agrocarburants garantis ! Nous avons voulu la décroissance ? Elle arrive, assortie de superprofits ! L'idée de faire du capitalisme avec l'écologie était depuis longtemps dans l'air ! Elle a pris, elle vous prend. Tout préoccupé de la croissance de votre auréole de simplicité volontaire, vous serriez votre anti-capitalisme sans attaquer son modèle à la base, en dénonçant ses conséquences, pour les corriger.

Saviez-vous même ce que vous revendiquiez quand vous parlez d'écologie, et même d'écologie « politique » ? Une planète plus propre ? C'était un peu court. Et d'autres mots rassembleurs davantage encore - même en les mettant bout à bout. Si la catastrophe, c'était vous ? (et moi donc, qui ai tenu mon petit rôle dans cette soupe trente ans durant, avant de faire un puis deux pas de côté - v. plus bas).

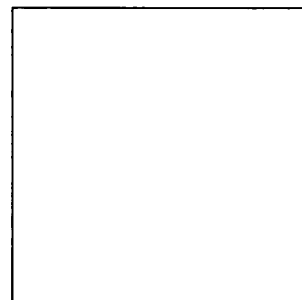
A la catastrophe du capitalisme vert que le *Grenelle de l'Environnement*, avant même d'avoir eu lieu, est en train de révéler (LA DECROISSANCE de Sept. 2007), **PROSPER** s'est depuis quelque temps déjà préparé, et à sa pédagogie aussi.

L'obligation de croissance des profits monétaires, qui définit la « santé » du capitalisme, ruine la planète. Le salut de la planète n'est donc pas soluble dans le capitalisme. Il faut donc mettre en place une économie qui ne soit plus liée à aucun profit monétaire (*premier pas*). A sa mise en place il faut intéresser l'ensemble des usagers (*deuxième pas*) avant qu'ils ne descendent dans la rue et se fassent récupérer par un écodictateur...

A quelques semaines d'un voyage à Bayeux, le souvenir me revient du jour où, quatre ans après voir lancé un fameux Appel, De Gaulle remit les pieds sur « le sol de France » et traversa la petite ville récemment bombardée... Il avait eu contre lui les « réalistes » du pétainisme comme **PROSPER** les « réalistes » du profit monétaire et du Marché (que ça n'empêche pas de crier à la marchandisation).

L'histoire qui se fait aujourd'hui déborde de partout celle du territoire français et même européen, mais le message est le même. Arrêtez de vous déshonorer avec la gauche ou la droite. Reprenez en mains vos capacités de création en matière de produits et services. Le totalitarisme libéral a vaincu par des moyens économiques. Il le sera par d'autres (dont nous nous n'avons aucune raison de rougir). Que dites-vous du fait que la fortune des 200 gusses les plus riches égale les revenus des 2 milliards les plus pauvres ?

Les privilèges des nobles n'étaient pas la fin de l'histoire. L'apartheid non plus. Pourquoi la croissance des profits monétaires le serait ?



Creuse toujours

Parlons franc. Croissance, décroissance, de quoi on cause ?

*Quand nous disons **DECROISSANCE** nous avons en tête **LA CROISSANCE MATERIELLE**.*

*Et les autres ? [Ils ont en tête] **LA CROISSANCE DES PROFITS MONETAIRES**.*

Qui a tort, qui a raison ?

Qu'il faille matériellement décroître, diminuer l'empreinte écologique, ce n'est pas à vous que je vais le démontrer. Mais dans les conditions actuelles tout économiste ou élu se met à hurler. Il nous traite d'irresponsables.

Faire la décroissance, dit-il, mais c'est vous tirer une balle dans la jambe !

Avec sa croissance, il nous retire la planète de sous les pieds. Mais sa logique répond quand même à des obligations précises, qu'il faut essayer de comprendre.

*Qu'est-ce qu'il faut comprendre ? C'est qu'actuellement, l'économie tout entière repose sur l'obligation de faire des **PROFITS MONETAIRES** croissants.*

2% par an, ça ne suffit pas. Surtout quand la Chine fait (« - ») entre 9 et 11.

*A supposer que les entrepreneurs se mettent tous au **CAPITALISME VERT**, à produire en masse des choses qui dépensent moins matériellement, à produire de la bouffe garantie bio, et même super-bio, il faudra qu'ils en fassent des profits monétaires.*

*Certains s'en consolent d'avance en disant - chouette ! - ils n'en feront plus autant sur le dos de la planète. Mais alors, qu'ils ne se disent pas **anti-capitalistes** !*

Songez par ailleurs qu'il en sera des produits décroissants comme des ampoules à faible consommation ou des rabais sur le téléphone, vite compensés par davantage d'ampoules et davantage d'appels. Et ce ne sont pas les entrepreneurs verdis et reverdis dans de nouveaux bidules qui vous le reprocheront. Ils pousseront comme toujours à la consommation qui fait les profits monétaires qui font marcher l'économie, et à supposer que les souffrances de la planète décroissent, celles des travailleurs se maintiendront au même niveau. Voyons donc les choses une bonne fois en face.

▣ *Tant que l'économie sera liée de près ou de loin aux profits monétaires, elle condamnera à vendre le maximum de produits et services, elle obligera d'écraser les concurrents, de délocaliser pour abaisser les frais, elle fera tout pour flexibiliser toujours plus efficacement les travailleurs.*

▣ *Tant que la politique économique sera liée de près ou de loin aux profits monétaires, les décisions se prendront dans les bureaux d'études où les prévisions de bilan passeront devant les prévisions écologiques.*

▣ *Tant que la politique tout court sera liée aux profits monétaires, nous n'aurons pas, **JAMAIS** la maîtrise de nos usages, la démocratie ne sera qu'une enveloppe vide.*

▣ *Tant que nous n'aurons pas compris, et cherché le moyen de ne plus faire dépendre des profits monétaires la vie des usagers et celle de la planète, nous n'aurons pas le droit de nous afficher anticapitalistes. Notre anticapitalisme sera de la frime, une façon, comme le lierre, de couvrir l'arbre, et les croissancistes n'auront pas tort de nous accuser de parasitisme.*

Protester contre les abus du capitalisme ne donne pas le droit de se dire anticapitaliste.

Pour en avoir le droit, il faut avoir à proposer un tout autre modèle.

Proposer cet autre modèle, et qui rompt, celui-là, avec les principes du capitalisme, je vais y venir, mais vous allez voir, en le liant à une autre stratégie politique.

Car peut-on compter, pour sauver la planète, sur 5 à 15 % maximum, de travailleurs d'un type un peu particulier, qui votent écologues, se conduisent en personnes responsables, alertent sur les dangers de la croissance matérielle, mais sont bien obligés, comme les autres, à quelques

exceptions près, qui confirment la règle, de compter sur la croissance monétaire pour leur fournir de l'emploi, assurer le service public et abonder les caisses d'allocations ?

*Le combat des écolos est admirable.
Je m'admire tout le premier !*

Mais le salut de la planète est trop grave pour nous le confier. Nous l'approprier mènerait tout droit au totalitarisme écolo.

Au salut de la planète il faut intéresser l'ensemble des travailleurs. Après tout, c'est leur planète aussi ? Mais on ne les y intéressera pas seulement en faisant appel à leur conscience, leur âme, à leur pitié pour les baleines.

***Pour intéresser
au salut de la planète tous
ses usagers, encore faut-il
avoir à leur proposer un
modèle aussi JUSTE que
le furent en leur temps
l'abolition des privilèges
et la liberté d'opinion.***

Faisons donc appel à des évidences qu'on n'ose plus dire ou voir, libérons les sentiments d'injustice et d'absurdité, qui sont aujourd'hui étouffés par la crainte du chômage et la flexibilité croissante. Exemple ?

*Les produits et services sont là, ils existent, en surabondance, hélas, **ET PLUS IL Y EN A PLUS IL Y A DE GUERRES ET DE FAMINES.***

Les marchandises s'importent, s'exportent, et sous toutes les latitudes les travailleurs peinent pour se les procurer. Il faut les détruire pour maintenir les cours, loin des yeux des affamés, si possible, dont il meurt des millions par an !

Il faut démoder, rendre les machines irréparables. Et balancer les restes aux sous-développés pour achever de couler leur économie !

La planète en crève et les usagers aussi, une poignée de types tirent leur épingle du jeu.

Alors on continue, rien que pour leur faire plaisir ? *On joue la servitude volontaire jusqu'à la fin de l'espèce humaine et des autres espèces aussi ?*

**Imaginez plutôt qu'on chiffre
périodiquement l'ensemble des
produits et services disponibles,
au prix qu'ils ont aujourd'hui
par exemple...**

On fait le total.

C'est le produit intérieur brut.

On distribue ce total aux usagers...

A chaque fin de période, chacun reçoit donc de quoi choisir dans ce qui a été produit.

*Votre pouvoir de choix, cette fois, est **GARANTI DIRECTEMENT** sur ce que vous êtes capable de produire et non plus sur les profits monétaires que vous devez faire, pour continuer d'en faire encore plus, avoir de l'emploi et un salaire.*

Imaginez-vous disposant à vie d'un revenu garanti, complet, complètement garanti sur les richesses disponibles, pas comme « le revenu d'existence », prôné par Mme Boutin, députée UMP, ou par M. Lipietz, député Vert, un revenu à compléter, pas total, et faussement garanti sur les profits monétaires, qu'il faut faire sur un marché aléatoire et qui vous garantit en fait toujours plus de flexibilité.

*Chacun disposant du revenu garanti complet, gagé sur les produits et services réels, tangibles, sans qu'on n'ait plus besoin d'en faire de profit, **qu'est-ce qui se passe ?***

Tout ce qui aura été produit pourra être acheté, puisque ceux qui l'auront produit en auront la contrepartie, monétaire ou autre, dans leur poche ou carte à puce.

Adieu les cartons par terre et les gens qui se vautrent honteusement dessus.

Disposant désormais à vie d'un revenu garanti complet, vous pourrez librement renouveler les produits et services dont VOUS aurez l'usage au lieu de vous les voir imposer pour des questions purement marchandes, de comptes de bilan, de remboursements bancaires et de caresses aux actionnaires.

*Vous ne devrez plus craindre pour votre retraite. Vous aurez le droit, un droit qui déborde de partout le malheureux droit au travail, **le droit de vous investir à vie dans les activités de votre choix.***

Pas besoin de produire plus qu'on n'en a besoin. Vous serez prêt à affronter la crise du pétrole, à relocaliser à fond l'économie et gérer en toute responsabilité les ressources.

Je ne peux qu'esquisser.

Je ne vous apporte pas un truc tout fait sur un plateau.

Y réfléchir et opter pour cette drôle d'hypothèse de travail va vous demander quelques efforts aussi bien pour achever de la concevoir que pour la mettre en ondes politiques.

Il vous faudra un certain temps avant de conclure que l'affaire vaut d'être tentée.

Je ne m'y suis pas engagé du jour au lendemain.

Mais qu'est-ce qui m'a décidé ?

La réponse positive à trois questions. Je vous les pose.

❑ ***Est-ce que l'économie sans profit monétaire s'accorde bien avec ce à quoi, en tant qu'écolo, nous aspirons ?***

Au lieu d'avoir les yeux fixés sur les économies à faire, de nous évertuer contre les mésusages, à retardement, au lieu de prévoir de nouveaux impôts et taxes, et de PROPOSER DE nous venger des riches en pompant leurs revenus indécents, nous pourrions dès la conception d'un produit ou service, chercher ce qu'il implique de dépenses matérielles et énergétiques.

❑ ***Est-ce qu'une économie sans profits monétaires est compatible avec ce qui nous a fait préférer les promesses du libéralisme à celle, tout aussi fausses, de l'économie planifiée ?***

Si j'ai une idée de produit ou service pertinent, intéressant, je ne devrai plus, comme le malheureux patron d'aujourd'hui, penser d'abord aux retours sur investissements.

Je ne serai plus asservi aux profits monétaires. Adieu les actionnaires qui louchent sur leurs dividendes. Bonjour les copains qui rivalisent dans des produits et services encore plus utiles et décroissants. S'ils font mieux que moi, tant mieux !

Pas de faillite ! Je ferai mieux la prochaine fois.

L'émulation remplace la concurrence.

❑ ***Est-ce que le modèle proposé est compatible avec les aspirations de ce qu'on n'ose plus appeler la classe ouvrière ? Avec les aspirations libertaires ?***

Ayant des moyens de vivre assurés du berceau au tombeau je dispose désormais d'un droit de grève permanent. Je peux intervenir à tout moment sur les conditions de travail. Le petit chef local n'a qu'à bien se tenir.

Si le boulot devient sauvage, si c'est toujours les mêmes qui se tapent les trucs durs et longs et que leur bonne volonté épargne de chercher pourquoi il faut les faire durs et longs, je me retire.

Si ce que je fais ne m'apprend rien sur la façon dont il est devenu nécessaire de le faire, sur l'écologie d'usages dont ça fait partie, si les retombées environnementales, le principe de précaution sont oubliés, je laisse tomber : je n'ai pas besoin de votre truc pour vivre.

Et maintenant, faites bien attention à ceci :

Une économie sans profits monétaires ne permet pas seulement de faire la décroissance.

La décroissance, elle la fera en plus, comme par surcroît, cerise sur le gâteau, parce que nous aurons enfin la maîtrise de nos usages.

Si nous voulons vraiment faire la décroissance, surtout, il faut la faire avec tout le monde, avec des objectifs qui réalisent les idéaux de 1789, de la Commune, des Soviets - qui veut dire « conseils » - avant que le PC ne les étouffe.

*

Deux choses encore avant de répondre à vos questions.

❑ *La sortie du capitalisme que je vous présente aujourd'hui doit beaucoup, l'essentiel, le renversement de l'origine des revenus, aux réflexions et recherches menées aux Etats-Unis à la fin du XIXe, déjà, et en France avant (suite à la crise de 29) et après la guerre. Nous nous reconnaissons donc distributistes comme on se reconnaît socialiste, écologiste ou libertaire, mais ça ne veut pas dire qu'on pense comme papa.*

Vous verrez donc que si PROSPER a bel et bien adopté la proposition centrale des distributistes historiques, le renversement de l'origine des revenus, il a procédé à une révision complète des propositions secondes, propositions marquées par le planisme, le consumérisme d'époque, et l'idée qu'on aurait le bonheur par le progrès matériel.

Nous parlons de plus en plus couramment d'usologie, plutôt que d'écologie, parce que le but est la maîtrise des usages par les usagers et que sans elle il n'y a pas de défense de l'environnement qui tienne.

❑ *Nous sommes par ailleurs encore nous-mêmes encore en recherche, des recherches qui prouvent que l'hypothèse à laquelle nous appelons à travailler est d'une fécondité bien supérieure au réformisme ambiant. Je vais prendre un exemple. Dans une économie libérée des profits monétaires, qu'est-ce qui oblige encore de chiffrer les choses monétairement ?*

Avec des prix ? Des prix additionnables ?

Dans une économie qui s'intéresse d'abord aux ressources disponibles, qu'est-ce qui importe avant tout ? C'est de savoir s'IL Y A ou N'Y A PAS, du blé ou des confitures, des moyens de transport et des machines-outils, des compétences, des recherches à mener. C'est de savoir où ça se trouve, du plus proche au plus lointain, et à quelle cadence on peut renouveler. C'est de savoir si ce que vous proposez de fabriquer, peut durer, se réparer facilement, se recycler.

Disjoindre la comptabilité MONETAIRE de la comptabilité MATIERE se fait déjà. Quand vous passez à la caisse, aujourd'hui, les codes-barres renseignent le commerçant sur deux choses la masse monétaire que les produits représentent, et sur les réapprovisionnements nécessaires.

Ce qui nous intéresse, nous, ce sont ces réapprovisionnements, c'est d'attribuer des coefficients de disponibilité par zones de distance, des coefficients de renouvelabilité, de compatibilité.

Ce qui nous intéresse, c'est qu'au moment où les entrepreneurs, libérés du profit, proposent de faire l'expérience d'un nouveau génial produit ou service, il y ait des blocages automatiques d'attribution si jamais il y avait surchauffe, des clignotants quand il risque d'y avoir double emploi, avec renvois à des expériences déjà faites ou en cours. Tout ça peut être mis en place par codes-barre ou encore mieux que des codes-barre.

Mais ce qui nous intéresse le plus, en fait, grâce à des outils comme ceux-là, c'est de mettre l'EXPERIENCE au cœur de l'entreprise comme de nos existences.

C'est que les décisions soient prises à titre expérimental, pour pouvoir arrêter au moindre doute, au lieu de ravager toute la planète avant de s'en apercevoir.

Ce qui nous intéresse c'est que les décisions puissent être prises à l'essai, et que les usagers, libres entrepreneurs de leurs usages, puissent aussi librement se lancer dans une entreprise que l'arrêter, sans être encombrés par des sottises majoritaires, parce ce n'est pas le nombre qui a raison, pas plus que l'autorité des parents ou de l'Eglise, mais l'expérience.

Je ne peux pas tout dire en une demi-heure, nous continuerons d'y réfléchir dans les ateliers, mais vous reconnaîtrez sans doute qu'à côté des possibilités que je viens d'évoquer, les audaces les plus audacieuses de ce qu'on a défendu jusqu'ici sous la bannière de la démocratie directe semblent déjà un peu courtes.

Et maintenant, comparez, s'il vous plaît, le chantier que je vous propose d'ouvrir au catalogue de doléances et revendications que nous a encore fourni fin 2006 la gauche de la gauche.

Prenez au hasard une seule des revendications de ce catalogue.

Vous constaterez que pour la réaliser on en appelle sans le dire aux ressources du système actuel, on vous oblige à reprendre à votre charge **l'ensemble du système capitaliste** et donc le dogme de la **croissance monétaire** d'où découle la croissance des **dépenses matérielles**.

Faire passer telle réforme ou telle autre, sera d'abord l'affaire de ceux qui savent comment faire passer les réformes. Avant qu'ils s'entendent entre eux, ce sera long, et le résultat un compromis douteux. Pendant ce temps la planète aura encore rétréci, et le compromis ne fera rien pour l'empêcher de rétrécir encore.

L'hypothèse que j'avance satisfait toutes les revendications que vous avez lues dans les programmes rassembleurs. Elle nous permet de développer encore les astuces auxquelles nous avons recours en marge du système actuel (mais qui lui apportent en fait une bouffée d'air).

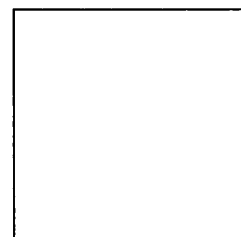
Sa mise en ondes politique demandera certainement elle aussi du temps.

Mais ne vaudrait-il pas mieux le consacrer, ce temps, à la mûrir, cette hypothèse, plutôt qu'aménager dans les coins un système qui nous conduit dans le mur ?

Ne serait-il pas plus - **intelligent**, disons, et autrement excitant, de travailler à la tenir prête, que cirer les talons et les bottes des démagogues de droite et de gauche, dont le but est de faire du nombre et qui **NOUS TRAITENT EN IDIOTS UTILES ?**

Il vaut mieux partir de RIEN, mais sur une base vraiment innovante où chacun, chaque communauté, chaque pays, trouve de l'élan, puisse faire preuve d'audace, que de réciter les patenôtres libérales, ou, pire encore, les patenôtres anti-libérales qui laissent le champ libre aux hyper-libéraux.

Qu'avons-nous fait jusqu'ici ? Nous avons emprunté l'autoroute libéral avec une carriole écolo. Au milieu de toutes les catastrophes présentes et à venir la seule chose à faire c'est de **créer le chemin.**



Résumé des trois « marchés » précédents

1. Un marché vraiment ouvert

PROSPER n'a rien contre le marché entendu comme lieu de comparaison entre X, Y, Z. S'il parle de sortir du marché, c'est du marché libéral, contradiction dans les termes, qui interdit, par construction, la liberté dont il se prévaut.

Côté entrepreneurs, où est la liberté, quand le critère de mise sur le marché est soumis à des considérations monétaires ? Côté clients, où est la liberté, si leur accès aux produits et services est barré par les prix ou s'ils n'ont pas de choix véritable, en dépit de la prolifération de produits en réalité similaires ? Concernant la recherche, où est la liberté, si elle doit tenir compte des retombées possibles dans la concurrence économique générale ? Concernant les décisions politiques, où est la liberté si elles doivent tenir compte de la croissance monétaire ?

Le Marché que vise *PROSPER* est un lieu de comparaisons libres entre de multiples expériences. Le Marché actuel ne les autorise et ne juge leur intérêt qu'en fonction des profits monétaires.

2. Le peuple entrepreneur ou la démocratie concrète

Le revenu **inconditionnel** (reçu indépendamment de la quantité de travail fourni et des formations), **universel** (reçu par tous), **complet** (et largement suffisant puisqu'il ne sera plus limité par les profits des entreprises et gagés sur eux) permet de relocaliser la démocratie et de l'exercer en amont, au moment de décider de quels produits et services on a l'usage, et non plus en aval, sous la forme de diktats consommatoires ou électoraux (produits et candidats étant pré-choisis par les entrepreneurs et les partis dits « de gouvernement », intéressés par force à la croissance des profits monétaires pour améliorer la redistribution d'Etat (service public et allocations diverses).

Disposant des moyens d'entreprendre et d'échanger assurés non plus sur la base des profits monétaires mais sur celle des richesses existantes, les usagers peuvent désormais lancer librement ou participer à des entreprises au titre de la production matérielle, des services ou de la recherche (arts et sciences).

Ces entreprises seront autant d'expériences dont ils pourront contrôler les conséquences sociales et écologiques et corriger en temps réel l'organisation (si jamais elle tendait, par exemple, à reproduire les rôles d'exécutants serviles).

3. Le droit à l'expérience

Les sociétés, les particuliers, les entreprises, vont d'expériences en expériences mais le camouflent (camouflent ce qu'elles ont de risqué et interdisent les retours en arrière, leur contrôle). Elles les présentent comme des opérations naturelles, obligatoires, garanties par des autorités « reconnues », auto-proclamées ou élues. Elles n'admettent qu'elles en sont que lorsqu'elles ont « raté ». Notre liberté se réduit à occuper la place que nous attribue le marché social et à y avancer des pions tolérables.

En nous révoltant contre des obligations et les abus de pouvoir, nous nous référons sans bien le savoir ni encore le vouloir à un **droit à l'expérience** qui contient tous les autres (il recouvre le droit à la vie). C'est de ce droit bafoué que le révolté tire sa force d'opposition. Les dispositifs économiques et politiques prévus par le distributisme permettent de lui faire droit.

*Ces trois « marchés » ont été exposés dans **PROSPER 18**.*

PROSPER

fait son Marché

4. Au rayon décroissant

Le système économique actuel ne vit et ne survit que grâce à la *croissance des profits monétaires*. La baisse tendancielle de leurs taux fouette la recherche de nouvelles niches de profitabilité et de bonds technologiques qui périssent ce qu'on savait pourtant si bien faire⁷. Elle fouette aussi la spéculation, qui se soucie davantage de ce que « produisent » en Bourse les actions des entreprises que de ce que ces entreprises ont à offrir.

Pour nous en tenir à la profitabilité monétaire des produits et services, le fait qu'elle doive aller toujours croissant va de pair avec une *dépense croissante des ressources matérielles et énergétiques*. La concurrence économique obligeant à faire moins cher en plus grandes quantités et à toucher toujours de nouveaux clients, la planète, on commence à le savoir⁸, ne peut plus suivre.

De quels moyens disposons-nous pour enrayer « la finale marsienne » ? La question a jusqu'à présent reçu deux types de réponses : des réponses *morales*, faisant appel à la responsabilité des particuliers et des pouvoirs publics, et des réponses *économiques*, qui enveloppent les précédentes et les font peu à peu passer à l'arrière-plan.

Rappelons que les entrepreneurs n'ont pas attendu la mode écologique pour alléger, les dépenses monétaires entraînées par le mésusage des ressources matérielles, de l'énergie et du travail humain. Mais peu leur importait que le client doive renouveler plus souvent leurs produits, sinon pour s'en réjouir, pourvu que ce renouvellement trop fréquent ne signale pas la camelote. Ce que devenait la matière d'œuvre ou dépensaient leurs appareils - en électricité, notamment - n'était pas leur problème. Ils étaient indifférents ou quasi indifférents aux retombées environnementales ou médicales et ont retardé autant qu'ils ont pu les décrets prudentiels. Quant à la renouvelabilité des approvisionnements, ils se reposaient sur la diplomatie et le colonialisme. Force leur sera désormais d'intégrer ces questions à tous les échelons de leurs projets.

Les réponses que nous qualifions de *morales* visent principalement à changer notre optique de consommateurs et à développer la responsabilité individuelle et collective. Une frange encore quantitativement négligeable d'usagers s'est récemment rassemblée autour d'une nouvelle clause, celle d'« objection de conscience ». Elle met en cause *le besoin réel* - ce sont les termes les plus souvent employés - que nous avons de ce dont nous avons « besoin ». *Quelle utilité y a-t-il à... ?* La question, comme nous allons le voir, en contient plusieurs, dont l'ordonnement préjuge des solutions à venir.

⁷ En vrac, tricot et couture « main », locomotives à vapeur, navires à voile, l'analogique...

⁸ Plusieurs pages seraient nécessaires pour citer les ouvrages et études parues sur le sujet depuis 2000. Divers auteurs avant et après la dernière guerre, d'une manière plus intuitive que scientifique, signalaient déjà les risques que faisait courir « la société de consommation ». L'alarme a été reprise et amplifiée dans *Halte à la croissance ? Enquête sur le Club de Rome*, par Janine Delaunay, suivi de *Rapport sur les limites de la croissance*, dit « Rapport Meadow » (Donella H. et Dennis L. Meadow, Jorgen Randers et William W. Behrens III, du *Massachusetts Institute of Technology*), Collection Ecologie, Fayard 1972.